

# **SNCF : 35 milliards de dettes payées par l'Etat, c'est plus que le budget de la Défense !**



L'ardoise pour le contribuable sera donc de 35 milliards pour reprendre une partie de la dette SNCF de 46 milliards.

**35 milliards c'est davantage que le budget de la Défense, alors que nos soldats font la guerre dans le Sahel avec des matériels vieux de 40 ans.**

35 milliards, c'est aussi 1,6 points de PIB alors que la croissance patine.

35 milliards, c'est l'équivalent du chiffre d'affaires du groupe SNCF.

**35 milliards, c'est aussi l'équivalent de 10 porte-avions alors que la France n'a soi-disant pas les moyens d'offrir un frère-jumeau au Charles de Gaulle.**

**Ce pays est vraiment géré par des pieds nickelés depuis 40 ans**

!

Mais ce chèque faramineux accordé à la SNCF ne suffit pas à calmer nos cheminots qui maintiennent la grève coûte que coûte, CGT et SUD étant les syndicats les plus combattifs, bien décidés à pourrir la vie des usagers et à transformer la France en foutoir.

**Un seul objectif : conserver leurs privilèges financés par le contribuable**, alors que cette entreprise perd 2 à 3 milliards par an, pour rendre un service public déplorable avec des trains jamais à l'heure et crasseux.

Ce fardeau aura pour conséquences de porter la dette de l'Etat à **100 % du PIB**, mais sans toutefois toucher au déficit pour ne pas remonter au dessus des 3 %, que la France vient de franchir péniblement à la baisse.

Un tour de passe-passe budgétaire comme Bercy en a le secret...

En bons démocrates qu'ils sont, CGT et SUD exigent le retrait pur et simple de la loi ferroviaire qui prévoit la suppression du statut en or des cheminots pour les futures embauches.

Macron répète qu'il ne cèdera pas sur ce point et une large majorité de Français veut que le gouvernement tienne bon.

**"Aucun désordre ne m'arrêtera"** prévient le président.

On peut l'espérer. Mais au vu de son inaction face aux squatteurs de NDDL, face aux casseurs des Black-blocs et face aux bloqueurs de facs de l'extrême gauche, on attend de voir si les actes suivront les paroles...

**Cela dit, le gouvernement a le soutien de 93 % des sympathisants LREM et de 84 % des Républicains.**

La balle est donc dans le camp de la SNCF qui doit réaliser d'énormes efforts de compétitivité pour améliorer ses marges.

Pour l'instant, elle reste sous perfusion de l'Etat, avec un écart de compétitivité **de 30 %** par rapport à ses concurrents.

3,8 milliards par an seront consacrés à la rénovation du réseau.

En 2022, la SNCF devra sortir la tête hors de l'eau et être capable de se passer de la perfusion étatique. Il est permis d'en douter, tant cette entreprise est à l'agonie, plombée par des revendications syndicales jusqu'au-boutistes.

**De toute façon, l'âge d'or des privilèges de certaines corporations soutenues par le contribuable est révolu.**

Suppression du statut abusif des cheminots et alignement des retraites public-privé sont sur les rails, si j'ose dire. Et il est à souhaiter que pour une fois, Macron ne cède pas et restaure l'autorité de l'Etat déjà bien écornée depuis 12 mois.

**Jacques Guillemain**